



Annexes des Groupes de travail et des Réseaux du PGE

V Congrès du PGE

**Berlin
16-18 Décembre 2016**

Table des matières

Groupe de travail Afrique	3
Groupe de travail Agriculture	7
Groupe de travail Amérique latine et Caraïbes	10
Groupe de travail Education.....	13
Groupe de travail Environnement	15
Groupe de travail LGBT	18
Groupe de travail Moyen-Orient et Afrique du Nord	21
Groupe de travail Services Publics.....	24

Groupe de travail Afrique

Accords de partenariat économiques

L'Union européenne est engagée depuis plus de dix ans dans la négociation d'Accords de Partenariat Économique (APE) avec les Pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Ces accords qui visent la suppression des droits de douane pour trois quarts des produits européens sur les marchés africains, vont dérégler les marchés agricoles et au-delà les finances publiques de ces pays aux économies fragiles.

Malgré les pressions de la Commission européenne, les pays ACP ont jusqu'à présent, et grâce notamment à la mobilisation de la société civile, résisté en partie à une libéralisation qui menace leur agriculture, leur développement économique et social et les processus d'intégration régionale.

Depuis quelques mois la Commission Européenne exerce des pressions, via la publication fuitée « d'actes délégués », sur les pays d'Afrique de l'Ouest afin qu'ils ratifient les accords de partenariat économique (APE) avant le premier octobre et menace d'augmenter ses taxes sur les produits en provenance de six pays (dont la Côte d'Ivoire) dans le cas contraire, en leur retirant brutalement leurs préférences d'accès. Par ses pressions la Commission Européenne cherche à forcer les gouvernements à signer sans attendre le vote des parlements, privant ainsi les peuples du débat démocratique.

Le PGE dénonce les pratiques technocratiques de chantage de l'Union européenne sur les pays africains. Il demande que soit mis un terme à cet accord inique qui vise à la soumission de l'économie des pays africains au grand capital. Le PGE appelle à l'ouverture de négociations avec les ACP, en vue de trouver des accords basés sur la solidarité et qui tiennent compte des intérêts bien compris des peuples.

SANTÉ : renforcer les systèmes de santé et travailler à l'émergence d'un système de protection social

L'Afrique a enregistré une amélioration sensible des résultats sanitaires au cours de cette dernière décennie. Les taux de mortalité ont considérablement baissé chez les enfants, les mères et les adultes, et la charge de morbidité liée à plusieurs maladies notamment le paludisme a accusé un net recul. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre 1990 et 2011, le continent a dû faire face à l'épidémie la plus dévastatrice de l'histoire de l'humanité, l'épidémie due au VIH, et a commencé à en venir à bout. Les taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, passés entre 1990 et 2012 de 173 à 95 pour 1000 naissances vivantes, ont baissé. La diminution mondiale des taux de mortalité maternelle a aussi été observée en Afrique subsaharienne, où ils ont régressé de 41 % entre 1990 et 2010. L'outil que constituent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a permis de focaliser l'attention du monde sur les questions de développement, notamment celles qui appellent un changement. Pour autant que ces progrès soient notables, de nombreux pays de la Région n'ont pas atteint les cibles des OMD fixées pour 2015. Les progrès n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes légitimes. En comparaison des autres Régions du monde, les progrès sanitaires enregistrés en Afrique restent largement insuffisants.

L'un des obstacles aux progrès sanitaires en Afrique est que la détermination des politiques sanitaires échappe aux acteurs. Sous prétexte de santé globale, la santé publique internationale sous l'influence des grandes firmes pharmaceutiques, des fondations privées américaines et

quelques pays riches dictent un agenda qui ne prend en compte que certaines pathologies spécifiques (sida, poliomyélite et paludisme) à des fins d'éradication au détriment d'une approche systémique.

Le PGE en appelle à une implication plus importante des Africains dans la définition des politiques sanitaires les concernant. Le PGE exige une solidarité, qui passe par une aide aux renforcements des systèmes de santé, plus importante avec l'Afrique.

LE PGE exprime sa totale solidarité aux forces progressistes africaines pour lesquelles : l'amélioration de la santé des populations doit être considérée comme le moyen d'atteindre le développement mais aussi comme le but ultime de celui-ci. Le PGE les félicite pour leur volonté de bâtir des systèmes de protection sociales solidaires dans lesquels chacun contribue selon ses moyens et reçoit des soins santé en fonction de ses besoins.

Démographie

Selon les projections de l'Organisation des Nations Unies (ONU) basées sur le scénario de fécondité moyenne, la population l'Afrique, qui s'élevait à un peu plus de 800 millions en 2010, devrait plus que quadrupler en 2100, pour atteindre 3,7 milliards le poids de la région dans la population mondiale passera de moins de 12 % à environ 35 %. Plus frappant encore, l'Afrique sera à l'origine de pratiquement 100 % de la hausse de 2 milliards du nombre d'actifs dans le monde prévue durant cette période, sa part de la population active mondiale grimpe d'environ 10 % à 37 % en 2100.

L'Afrique sera la principale locomotive de la démographie mondiale au cours de ce siècle. Alors que le reste du monde vieillit, l'Afrique subsaharienne deviendra le principal moteur de croissance pour la population active mondiale.

Si cette croissance démographique peut-être considérée comme une chance : puisque synonyme de jeunesse, de dynamisme, d'urbanisation accélérée. Il s'en faut de peu pour qu'elle soit source de périls si le décollage économique ne parvient pas à réduire la pauvreté en permettant aux 12 à 15 millions de jeunes qui arriveront chaque année sur le marché du travail d'avoir un emploi décent.

Le PGE en appelle à la solidarité avec l'Afrique afin de créer les conditions d'une croissance démographique maîtrisée.

Promouvoir la paix, la sécurité, la justice, la démocratie et la protection des civils en Afrique

L'Afrique est en crise à cause des guerres, des conflits politiques, des attaques terroristes menées par des groupes obscurantistes tel que Boko Haram, des tensions impérialistes comme l'agression de la Lybie, de l'absence de démocratie, du non-respect des droits de l'homme, de la corruption et de la cupidité, de l'héritage colonial et du système mondial injuste en général. Le pillage organisé par les multinationales et les crimes organisés contribuent à augmenter les prix des biens et des services et à exposer les populations à des risques.

La militarisation accrue du continent et la présence militaire imposante et inquiétante des forces étrangères, en particulier européennes et américaines ainsi que diverses autres forces militaires et armées, ont augmenté les budgets de la défense dans la plupart des pays au nom de la lutte contre le terrorisme, tandis que les luttes des travailleurs et des peuples ont été brutalement réprimées.

On constate également avec inquiétude les changements anticonstitutionnels de gouvernements qui sont une des principales causes d'insécurité, d'instabilité, de violations des droits de l'homme et de conflits violents en Afrique.

La propagande électorale, les élections et les résultats des élections sont devenus des sources de conflits, de violence, d'insécurité et d'instabilité sur le continent. Les politiciens et les partis politiques de droite ont conçu des stratégies basées sur le tribalisme, l'origine ethnique et la religion pour mobiliser des voix et prôner des troubles violents.

La paix n'est pas seulement l'absence de conflits armés mais l'existence de conditions générales favorisant la dignité humaine, la justice, l'égalité et le développement. L'absence de ces conditions fait le lit de la violence et les conflits cycliques. Ce sont alors les travailleurs et les pauvres qui souffrent le plus.

Le PGE exprime sa solidarité aux forces progressistes qui se battent sur le continent à travers des partis politiques, des syndicats, des associations de base pour l'édification d'une société africaine libre, pacifique, juste et démocratique.

Pour une croissance économique dont les fruits sont partagés

L'activité économique en Afrique subsaharienne est tombée en 2015 à son plus bas niveau depuis environ quinze ans. La production a augmenté de 3,4 %, c'est-à-dire à un rythme à peine plus rapide que la croissance démographique, et en recul par rapport à la progression de 5 % enregistrée en 2014 et aux taux de croissance encore plus élevés auxquels on s'était habitué ces dernières années. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la forte baisse des cours des produits de base, qui a durement ébranlé plusieurs des grands pays de la région et a eu de ce fait des effets prononcés sur les agrégats régionaux. De la même manière, cette année s'annonce elle aussi difficile. D'après les projections du Fonds monétaire internationale (FMI), la croissance économique sera encore plus faible, à 3 %, car de nombreux pays auront à faire face à la dégradation de l'environnement extérieur. Au-delà, la sécheresse (en particulier en Afrique australe et orientale) ajoutera aux difficultés économiques de plusieurs pays.

Depuis plus d'une décennie l'Afrique connaît une croissance économique soutenue mais celle-ci ne bénéficie pas à tout le monde. Cette croissance n'est pas suffisamment forte pour absorber les millions de jeunes grossissent chaque année les rangs des demandeurs d'emploi.

En Afrique, la mondialisation de la pauvreté, de l'injustice et des inégalités est une réalité encore plus prégnante. Les forces néolibérales exploitent l'opportunité offerte par les crises pour renforcer leur emprise économique sur les pays à travers le continent, de façon à modifier la vie économique, sociale et politique de ces pays suivant leurs propres intérêts particuliers. Cela est illustré, entre autres, par l'appel pressant à la privatisation et à la dérèglementation des économies, et les relations commerciales inégales et persistantes, toutes choses qui exacerbent le sous-développement et l'exploitation des pays en développement et de leurs peuples. Les pauvres d'Afrique sont confrontés à l'occupation, au manque de démocratie et à d'autres violations des droits humains, à la corruption générale, au despotisme, à la violence, au caporalisme et au pillage perpétré par les multinationales et leurs suppôts locaux. Toutefois, ils continuent de mener des luttes héroïques de résistance. Le fardeau de la dette et le système financier et multilatéral injuste renforcent l'emprise néolibérale sur les économies africaines.

C'est pourquoi le PGE en appelle à la solidarité avec le continent afin de créer les conditions d'une croissance économique respectueuse de l'environnement et qui permette de lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités criardes qu'engendrent les politiques néolibérales qu'imposent le FMI et la banque mondiale.

Groupe de travail Agriculture

REFONDER L'EUROPE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Ce texte visant à refonder l'Europe agricole et alimentaire, accorde une place à la critique des politiques libérales traduites dans les Politiques Agricoles Communes (PAC) successives qui ont prévalu. Par la suite, nos propositions partent d'engagements forts, avancent des campagnes publiques et des batailles immédiates notamment à caractère législatif.



L'agriculture est aujourd'hui en crise, minée par le capitalisme. Alors que la production agricole pourrait nourrir le monde, plus d'une personne sur sept souffre de la faim. Partout, le productivisme et la libre concurrence ont dévasté nos campagnes. Spéculation, accaparement des terres, dumping, il est temps de stopper ce gâchis! En Europe, pour « rester compétitif », réformes après réformes, la préférence communautaire a été sacrifiée, la régulation des prix et des marchés abandonnée. Crises après crises, la PAC a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en concentrant les outils de production au profit des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution et aux dépens de la santé publique et du consommateur. Quant aux exploitations qui subsistent elles peinent à défendre leurs revenus, au détriment de la qualité de travail et de la vie des familles...

Les scandales alimentaires rencontrés en Europe (ce porc et ce cheval estampillés bœuf) posent de nouveau l'exigence d'une alimentation saine et de qualité émancipée de toutes spéculations. En Europe comme dans le monde, le défi de la faim pose à l'humanité l'urgence de la conquête universelle du droit à l'alimentation, tout comme ceux à l'éducation et à la santé. Dès lors, il s'agit de reconnaître à chaque peuple son droit à sa **souveraineté alimentaire comme à sa sécurité alimentaire**.

Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient extirpées des logiques néolibérales actuelles de l'OMC, du FMI, de la banque mondiale et du traité de Lisbonne. Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations Unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire de la FAO, qui associe de manière inédite les États, les institutions internationales et la société civile.

En l'état, la nouvelle PAC (2014-2020) tourne le dos à ces objectifs en répondant aux seuls signaux du marché, avec toutes les conséquences négatives pour l'homme et son environnement.

Face aux politiques d'austérités et d'asservissements au capitalisme apatride, les peuples européens cherchent dans les luttes leurs propres chemins de résistances et d'expressions. Batailles populaires pour la réquisition de terres agricoles, relocalisations de productions importées, ventes spontanées de paysans aux consommateurs pour contrer les marges des grands distributeurs, propositions de loi en faveur des indications d'origine...

Porteurs d'issues alternatives avec les mouvements paysans et citoyens, les organisations membres et observatrices du PGE, prennent l'initiative d'un travail commun visant à de nouvelles politiques publiques européennes adossées à l'exigence de propositions législatives audacieuses.



EN RUPTURE AVEC LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, NOUS PROPOSONS DE CONSTRUIRE LA POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EUROPEENNE (PAAE) DU 21EME SIECLE.

Nous assignons à la future PAAE de nouvelles ambitions, pour les prochaines décennies:

- Fondamentalement elle doit garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire de ses peuples. Face au défi alimentaire, la production européenne agricole doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques répondant aux besoins humains, garantir à tous une alimentation de qualité, nutritive et gustative.
- Vivre dignement de son travail est une exigence sociale légitime. Une juste rémunération du travail paysan et des salariés agricoles est la condition du développement de l'emploi agricole. Cela impose de garantir des prix rémunérateurs, de planifier la production, de réguler les marchés, de préserver les terres agricoles, de soutenir les exploitations et filières les plus fragiles.
- Empêtrée dans le productivisme, l'Europe agricole doit sortir par le haut et initier un mode de développement plus écologique, d'exploitations plus autonomes agro économiquement. L'agriculture paysanne répond à ces objectifs. L'Europe doit orienter prioritairement ses aides dans cette direction.

Nous proposons de mener des campagnes publiques.

- Instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres, les eaux (pêche) d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de production vivrière.
- Mettre en place des outils de régulation des marchés agricoles, de stocks régulateurs et de mesures contre la spéculation. Un premier pas pourrait être la création d'une convention internationale sur la non spéculation des biens alimentaires (campagne où les ONG ont déjà poussé certaines banques à s'engager à ne plus spéculer sur la faim par la suppression de leur offre de produits dérivés indexés sur les produits agricoles).
- Relégitimer les taxes sur les importations et exportations déstabilisant les marchés locaux, afin de financer la relocalisation de productions.
- Arrêter de soutenir la production et l'importation d'agrocarburants.

Dès maintenant nous engageons des batailles en faveur de mesures immédiates.

- L'application de la préférence communautaire et la suspension des accords bilatéraux de libre-échange négociés par l'Union Européenne (Mercosur, CETA, TAFTA...).
- L'affirmation de la souveraineté alimentaire par la constitution de stocks européens de sécurité.
- La mise en place d'outils économiques encadrant les marges et pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.
- Face au risque climatique, nous proposons que l'Europe s'engage dans un outil de protection des activités du vivant que sont la terre, la mer et la forêt par la création d'un « Régime d'Assurance Mutuel Calamités ».

LE PARTI PRIS DE LA PÊCHE ARTISANALE

De par le monde, les plans d'ajustements structurels du Fonds monétaire international contraignent des États à brader leurs licences de pêche au détriment de leurs souverainetés

alimentaires. Déjà, des fonds de pensions spéculent sur les pêcheries d'Europe du Nord. En Europe, la réforme de la Politique commune de la Pêche (PCP) en discussion propose la possibilité aux pêcheurs de revendre leurs quotas individuels à la condition de cesser l'activité. Situation cruelle lorsque à la porte de nos criées, les associations caritatives luttent pour la possibilité d'utiliser les invendus. Bilan terrible des politiques libérales menées en Europe, lourdes de responsabilités pour la droite face au démantèlement de la pêche artisanale. Huit poissons consommés sur dix en Europe sont importés alors que l'objectif de la PCP en 1983 était de concourir à l'autosuffisance alimentaire. Nous défendons une pêche artisanale, relocalisée, rémunératrice. Il s'agirait alors, dans le cadre de la Politique Commune de la Pêche (PCP) :

D'orienter de nouvelles politiques publiques visant à assurer une activité relocalisée et rémunératrice des marins, à lutter contre les importations au prix de dumping, à encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs.

Défendre une pêche artisanale et s'opposer au pillage des ressources halieutiques sont désormais incontournables. La France doit s'engager dans une lutte mondiale contre la pollution des océans tout en favorisant la pêche artisanale correctement rémunératrice de ses travailleurs et propice à la transition écologique.

Les États doivent reprendre la main sur une gestion publique, globale et non marchande, en s'opposant aux concessions de pêches transférables. Avec le concours de pôles publics bancaires, il faudra doter la recherche publique d'un budget pour financer des programmes de recherche sur la ressource halieutique, la formation et la protection sociale de nouvelles générations de pêcheurs et de travailleurs de la mer.

LE DROIT À L'ALIMENTATION

Les politiques agricoles doivent garantir la souveraineté alimentaire. À l'échelle du monde, de l'Europe, nous avons besoin de planifier la production, reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio, favoriser la consommation des produits de la mer. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités. Un nouveau modèle agricole rémunérateur par des règles de prix garantissant leur revenu, pour tous les agriculteurs et agricultrices, travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir par la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs.



Ils nous faut refonder l'Europe agricole et alimentaire. Partout en Europe, les politiques d'austérité menacent les libertés, hypothèquent la paix et engendrent la faim. En conséquence, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et le nationalisme et de construire des rapports de forces solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise actuelle des marchés. Travailler des alternatives au niveau européen nécessite d'augmenter la dynamique du Parti de la gauche européenne. À travers une plateforme, il s'agira au Congrès de Berlin de promouvoir une Politique agricole et alimentaire européenne (PAAE)...C'est à cet audacieux mais enthousiasmant défi que celui de l'humanité à se nourrir que nous nous sommes assignés.

Groupe de travail Amérique latine et Caraïbes

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les processus de changement initiés ces dernières quinze années par les gouvernements de gauche dans un nombre important de pays, ont amené des transformations significatives avec des nouvelles pratiques de la démocratie, le recul de la pauvreté et de l'indigence et ont donné accès à l'éducation et à la santé à des millions de personnes. Ces transformations d'une grande magnitude ont été rendues possibles grâce à la mobilisation et aux luttes des peuples qui ont installé leurs propres gouvernements et leur ont donné la force nécessaire pour changer de manière inédite le rapport des forces face à l'hégémonie historique des États-Unis.

Cette nouvelle ère a ouvert la possibilité d'une intégration régionale non subordonnée avec la création de l'Union des nations de l'Amérique du sud (Unasur), de l'Alliance bolivarienne des peuples de l'Amérique (ALBA-TCP), la naissance de la Communauté des États latino américains et des Caraïbes (CELAC). La coopération, la concertation politique et la prévention des conflits sont les fondements de ces processus qui ont fait de la région une zone de paix, libre d'armes de destruction massive. Les dialogues pour la paix en Colombie a été aussi été possible grâce à l'existence de ce cadre. Cependant, la vieille et discréditée Organisation des États Américains (OEA) joue un rôle néfaste en tant qu'instrument des États-Unis contre cette nouvelle architecture d'intégration.

Cuba, après un demi-siècle de résistance, dialogue avec le gouvernement des États-Unis dans une relation respectueuse et de distension. La fin définitive du blocus et de la position commune de l'UE contre Cuba continuent à être un obstacle pour la normalisation complète de ces relations. L'attitude de Washington est une reconnaissance de l'échec des politiques de harcèlement et de blocus qui n'ont pas réussi à mettre fin à la révolution qui a donné son indépendance à Cuba au même temps qu'elle construisait une nouvelle société.

Les classes dominantes, les vieux partis qui ont mise en œuvre pendant des décennies les politiques dictées par le FMI, la Banque mondiale et les grandes compagnies multinationales en peuvent plus, comme à d'autres époques, organiser des interventions militaires et des coups d'État sanglants pour faire tomber les gouvernements démocratiques et anéantir les forces qui luttent pour l'émancipation.

Ces forces réactionnaires se sont réorganisées en adaptant leurs stratégies aux nouvelles conditions. Dans quelques pays des formes nouvelles de coup d'État ont fait recours avec, entre autres, l'utilisation des cadres institutionnels pour faire tomber les gouvernements comme ça a été le cas en Honduras (2009), au Paraguay(2012) et au Brésil (2016) et actuellement au Venezuela.

La droite exploite les difficultés, qui sont en bonne partie le résultat de la crises systémique du capitalisme étasunien et européen, elle planifie la déstabilisation des gouvernements en utilisant des manifestations de rue violentes, organise avec le patronat la pénurie des produits de première nécessité et la spéculation.

Au Venezuela, les difficultés créées par la « guerre économique » que les classes dominantes

livrent contre la révolution bolivarienne a amené une partie de l'électorat à l'abstention ou vers un vote de désespoir qui a donné la majorité aux forces de l'opposition. Les partis de la gauche vénézuélienne ont assumé une attitude offensive en organisant la défense des conquêtes réalisées ces dernières quinze années. L'ingérence de Washington se concentre dans l'aide matérielle et financière à l'opposition et dans les tentatives pour isoler la révolution bolivarienne au niveau international avec des campagnes qui cherchent à créer l'image d'un pays quasi dictatorial où l'opposition qui a organisé le coup d'État de 2002 et qui organise le sabotage de l'économie représenterait le retour à la démocratie. Dans ce cadre il est important et positif que le dialogue entre le gouvernement et l'opposition ait pu reprendre pour trouver une solution aux problèmes du pays. Au Brésil, la droite, en s'appuyant sur les difficultés existantes et avec la complicité des États-Unis, d'une partie du pouvoir judiciaire, des oligopoles qui contrôlent les médias et avec le soutien des grands capitaux de agro-industries, de l'industrie et du secteur financier a réussi à faire tomber la présidente Dilma Rousseff et essaye d'éviter toute possibilité d'un retour de la gauche au gouvernement. En Argentine, malgré la victoire du candidat de la droite aux élections présidentielles, les forces progressistes gardent une force importante dans le parlement et le mouvement populaire continue sa lutte dans les rues.

En Equateur, la gauche reprend les pratiques de la consultation populaire avant la mise en place de nouvelles lois et mesures et se prépare pour les élections présidentielles de février 2017. Le gouvernement équatorien, avec le soutien d'autres pays, a présenté dans le cadre de l'ONU une initiative en faveur d'un mécanisme pour le contrôle des transnationales et pour la création d'instruments qui permettent sanctionner les violations aux droits de l'homme par les grandes compagnies.

Dans les pays où la gauche n'a pas gagné les gouvernements nationaux ou ceux où elle reste dans une position de résistance, des avancées électorales importantes ont été réalisées comme c'est le cas du Honduras ou du Pérou. Avec leurs luttes, les forces de la gauche se renforcent et apparaissent comme des véritables alternatives politiques.

En Colombie, les dialogues pour la paix initiés en 2012 par les Forces armées révolutionnaires de Colombie et le gouvernement de Juan Manuel Santos ont permis d'arriver à des accords sur des questions essentielles telles que les politiques agraires, la participation politique, les alternatives à la production des drogues, les droits des victimes et d'autres. Malgré le résultat négatif du référendum qui devait confirmer ces accords, le PGE confie en la possibilité d'un accord final fondé sur la paix et la justice sociale.

Le Parti de la gauche européenne a accompagné avec sa solidarité les luttes des peuples de l'Amérique latine en tissant des liens d'amitié et de travail avec le Forum de Sao Paulo et avec la gauche sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ensemble, nous construisons des espaces nouveaux pour la réflexion, les échanges et la construction de convergences politiques qui nous permettent d'être à l' hauteur des défis de l'époque que nous vivons aujourd'hui.

Ces liens de solidaires sont appelés à jouer un très important rôle dans les batailles que nous

aurons à livrer des deux côtés de l'océan. Ici en Europe, contre les plans d'ajustements structurel, contre l'autoritarisme et contre les attaques contre la démocratie et pour la construction d'alternatives politiques de transformation progressiste. En Amérique latine, dans l'affrontement qui a lieu dans cette étape de l'offensive de la droite contre les conquêtes démocratiques et sociales.

Avec les partis et les forces de la gauche latino américaine, le PIE défendra la démocratie et les conquêtes des peuples, restera engagé dans l'objectif de la paix en Colombie et agira avec détermination pour que soit supprimée la « position commune » de l'UE sur Cuba et pour que le blocus contre Cuba soit d'une fois pour toutes levé.

Groupe de travail Education

L'éducation joue un rôle important dans la formation des citoyennes et des citoyens et, par conséquent, dans la conscience collective de la société.

Aujourd'hui l'objectif du néo-libéralisme est de façonner des femmes et des hommes centrés uniquement sur eux-mêmes. La formation est fortement utilitariste, soumise aux impératifs du libre-marché et surtout axée sur les compétences visant une adaptation rapide à des nouvelles situations dans une économie compétitive.

Tandis que l'école publique s'appauvrit, non seulement au point de vue budgétaire mais aussi en ce qui concerne le contenu, on crée des écoles pour élites. On ne respecte pas les besoins spécifiques des enseignés et enseignées : les différences de classes s'accroissent.

La gestion des institutions est de plus en plus sous le signe de la Nouvelle gestion publique et les règles des marchés deviennent prioritaires par rapport à la pédagogie. On peut accepter des financements de la part des privés : le changement est grave car l'Etat n'est plus le seul à financer l'institution scolaire. On demande aux parents de participer à des frais et on augmente les taxes pour l'inscription aux écoles supérieures. Ceci pousse des jeunes à renoncer à la formation ou des familles de s'endetter : le droit à l'étude n'est plus pour toutes et tous.

La politique scolaire que nous voulons

Nous exigeons une scolarisation obligatoire jusqu'à 18 ans et refusons la soumission aux lois du néo-libéralisme et des marchés dans l'éducation. Nous demandons que le budget de l'Etat concernant l'enseignement soit dédié entièrement et uniquement aux écoles publiques. Nous voulons la gratuité pour toutes et tous, à tous les niveaux d'apprentissage et formation. Nous demandons que l'Etat établisse un taux de 7% du PIB à l'enseignement et abolisse toute intervention financière privée : il s'agit d'un objectif fondamental.

L'université et la recherche doivent être libres des pressions du marché et de toute contrainte externe. Seulement de cette manière, elle pourra répondre aux besoins de la société.

Nous voulons le libre accès à tous les niveaux de l'enseignement, à la formation le long de la vie pour celles et ceux qui la souhaitent.

L'enseignement que nous voulons

Pour le PGE l'enseignement ainsi que sa nature émancipatrice, son accessibilité à toutes et tous comme son aspect démocratique constituent un des combats essentiels.

Nous sommes pour l'école laïque, sans aucune influence religieuse.

Nous voulons un enseignement public, gratuit, démocratique mais aussi de haut niveau pour toutes et tous. Pour répondre aux nouveaux enjeux, il est important de surmonter la dichotomie entre les connaissances et le savoir-faire. L'enseignement doit préparer les futurs citoyens et citoyennes à devenir responsables de leurs choix de vie, solidaires dans leur engagement dans la société et dans le respect de l'environnement. Tout en respectant l'autonomie de chaque apprenante et apprenant, l'école que nous voulons doit éduquer les jeunes à l'esprit critique et créer le sentiment de collectivité.

De nos jours l'éducation à la paix devient primordiale.

L'école doit abattre les stéréotypes de genre ainsi que l'homophobie par le biais d'une éducation à l'égalité: une pédagogie qui forme les jeunes à vivre ensemble, dans le respect

réci-proque et la valorisation des différences culturelles. Le statut des enfants et des jeunes migrants ne doit pas être un obstacle à leur scolarisation immédiate.

Nous sommes pour des alternatives à l'individualisme et à la compétitivité et nous partageons le principe de la "pédagogie de résistance" qui fait de l'apprentissage, de la recherche, du métier d'enseigner un processus qui est le résultat d'un travail coopératif. Nous sommes pour une école qui peut devenir un laboratoire démocratique. La gestion des institutions scolaires de tout niveau doit être sous la responsabilité collective de tous les acteurs : enseignants/tes, enseignés/es, personnel. Les parents et les élèves, pour nous, ne sont pas des clients.

Les conditions de travail pour tout le personnel engagé dans l'institution doivent être sous le signe de la sécurité d'emploi et salariale, des prestations sociales et l'abolition de la méritocratie.

Proposition

Nous luttons et nous appelons à lutter pour une école publique, gratuite, démocratique, de haut niveau et accessible à toutes et à tous : nous devons dépasser une attitude défensive et dénoncer la marchandisation de l'éducation.

Nous proposons qu'en 2017, à l'occasion d'un Forum organisé par le PGE, il y ait une journée de réflexion et de mobilisation sur l'éducation en collaboration avec toutes les forces concernées.

L'école est le principal instrument de lutte pour éliminer les inégalités sociales : nous ne pouvons pas rester silencieux et inactifs.

Groupe de travail Environnement

Développement humain durable : ce n'est pas aux peuples de payer mais au capital!

Le système économique néolibéral, vecteur du capitalisme mondialisé, propage ses tentacules dans les moindres espaces de la planète. Ce système engendre partout des dégâts humains et environnementaux considérables. La confiscation de la richesse mondiale entre les mains d'une extrême minorité de possédants est catastrophique pour l'humanité et la nature. Ceci pèse sur les peuples, prive une population en constante augmentation du droit à une vie de qualité et épuise les ressources naturelles.

Le changement climatique et le nombre croissant de guerres, provoquant l'augmentation de migrant(e)s et de réfugié(e)s, sont le résultat évident de ces politiques.

Les choix politiques néolibéraux de la Commission européenne et des principaux gouvernements privilégient la libre concurrence économique au détriment des intérêts sociaux et écologiques communs des citoyens. Une très grande majorité d'entre eux ne se reconnaissent plus dans l'actuel fonctionnement antidémocratique, inégalitaire et non solidaire de l'Europe. Ces choix sont aujourd'hui renforcés par les règles budgétaires marquées par l'austérité et le vote de directives comme celle sur *le secret des affaires*. De plus l'UE contribue à l'expansion de ces politiques sur le plan international, en concertation avec des organisations antidémocratiques, telle l'Otan.

Pour le Parti de la gauche européenne (PGE) le néolibéralisme mondialisé est responsable de nouveaux conflits armés, de nouvelles formes d'impérialisme et de déséquilibres socio-économiques pour la maîtrise géopolitique de ressources naturelles. Or la paix, la démocratie, l'émancipation humaine, la solidarité entre peuples et le principe d'une redistribution égalitaire de la richesse et des ressources ne peuvent se concevoir aujourd'hui sans une action résolue et concertée pour la protection de l'environnement. C'est un enjeu systémique de grande importance pour notre projet politique européen de transformation. Nous voulons dans un même mouvement lutter contre la misère, les inégalités sociales et environnementales qui touchent les populations les plus démunies. Nous affirmons que l'avenir de l'Europe ne peut s'envisager que dans la perspective d'une nouvelle construction qui accorde, en toute circonstance et dans un même mouvement, la priorité au développement humain et au respect de l'environnement sur des critères débarrassés des taux de profits boursiers.

L'urgence est à la construction d'une Europe « bas carbone » qui doit montrer l'exemple avec de nouvelles politiques publiques énergétiques, de transport, du logement ou encore de l'agriculture. Cela appelle des changements profonds que la constellation politique de l'Europe actuelle est incapable de mener. Avec l'écologie au cœur de son projet politique, le PGE est la seule force qui porte cette alternative de manière solidaire et socialement durable.

Les forces progressistes, en lien avec les mobilisations de la société civile, proposent une alternative réaliste de gauche au système actuel et visent un développement social, écologique, durable et solidaire. Elles agissent pour l'émergence d'un nouveau mode de développement, de production et de consommation susceptible d'engendrer une transition

politique, économique et sociale respectueuse de l'environnement au service de l'émancipation humaine, de la solidarité internationale (notamment Nord-Sud). Ce que nous appelons le développement humain durable.

Cette ambition s'inscrit en opposition à la logique du profit économique immédiat et de la plus-value « à tout prix ». Elle vise à mettre, au plus vite, un terme définitif à la primauté des marchés financiers mondialisés sur les peuples. L'alternative proposée par le PGE repose sur le refus de l'accaparement, par une minorité d'actionnaires et de multinationales à des fins exclusivement marchandes, des ressources naturelles. Celles-ci sont des biens communs qui doivent servir le développement et la réponse aux besoins du plus grand nombre. En tant que telles, elles appartiennent à la collectivité qui, seule, peut définir la façon et le rythme de leur exploitation. A ce titre, nous refusons toute privatisation de ressources naturelles vitales pour la vie humaine. Par exemple :

- Le droit à l'eau et à l'assainissement, pourtant décrété par l'ONU, au titre de droit de l'homme comme bien universel et dont la gestion publique doit être garantie, pour toutes et tous, y compris en Europe. Nous combattons son appropriation par les multinationales.
- L'approvisionnement alimentaire, qualitatif et quantitatif, doit être garanti à tout(e) habitant(e) de la planète. Pour ce faire, le PGE soutient une régulation des marchés internationaux de l'agroalimentaire, des revenus justes pour les agriculteurs et demande l'arrêt des négociations entre les USA et l'Europe, tout comme celles concernant le TTIP. Le PGE se prononce en faveur du développement d'échanges mutuellement avantageux promouvant le commerce équitable.
- Les choix de production et d'investissement doivent être opérés suivant des critères de préservation des écosystèmes locaux et de protection de la biodiversité. Nous refusons le productivisme et le consumérisme capitalistes. Le PGE privilégie des différentes modes de production, découlant de politiques industrielles qui permettent la création de technologies propres et donc respectueuses de l'environnement. Le développement de la recherche publique doit permettre des avancées en cette direction. Afin de favoriser l'usage rationnel des ressources il est déterminant de reconfigurer le système de production, de relocaliser les productions, de développer le recyclage et un processus d'économie circulaire. Autant d'actions qui permettent des créations d'emplois.
- Sans énergie la vie n'est pas possible. Nous sommes pour la propriété publique de la production et de la distribution d'énergie. En Europe, nous soutenons donc le droit et le réel accès à l'énergie pour tous et pour toutes selon des besoins réels, à bas prix, pour lutter contre la précarité énergétique. Des tarifs progressifs pour les hautes consommations énergétiques doivent réduire le gaspillage d'énergie et promouvoir l'efficacité énergétique. Afin de préserver le climat, l'utilisation d'énergies fossiles doit être réduite progressivement et massivement. Par conséquent, au moins 80% des réserves mondiales de pétrole et de gaz doit être maintenue dans le sol. Les décisions de l'accord de Paris sur le climat doivent rapidement être mises en œuvre tant sur le plan financier (Fond Vert) que sur le transfert de technologies avec les brevets associés, en direction des

pays en développement. Les mix énergétiques doivent être composés d'énergies les plus décarbonées possible avec une emphase croissante sur les sources renouvelables. Le PGE refuse toute spéculation sur le système de quotas carbone qui, comme le cas européen le montre, sont un échec.

Un système mondial de taxation des transactions financières permettrait de limiter les spéculations, de réduire les inégalités par une distribution juste des richesses ainsi que le développement de services publics et d'infrastructures. La création d'un Fond de développement social et écologique européen est indispensable pour un développement humain solidaire, en Europe comme à l'échelle mondiale. Afin de donner priorité aux intérêts des peuples et à celui de la planète un changement systémique est nécessaire!

Groupe de travail LGBT

Respect et droits égaux pour les lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, personnes trans, queers et intersexuées

Dans le contexte actuel dans lequel, à l'échelle européenne, les personnes LGBTQI sont la cible de discours conservateurs renforçant la soumission au patriarcat et au système hétéronormatif de domination, sur les questions de santé ou sur les modèles familiaux, se voient refuser l'accès à des traitements médicaux et sont l'objet d'attaques physiques avec la complicité des autorités, la Gauche européenne se doit de réagir. La Gauche européenne s'engage pour les droits égaux de toutes et tous, quelles que soient l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous refusons toute forme d'homophobie ou de transphobie et travaillons activement pour l'égalité des lesbiennes, gays, personnes bisexuelles, transgenre, queer et intersexuées (LGBTQI). Les partis membres de la Gauche européenne sont appelés à soutenir et proposer toute initiative nécessaire pour promouvoir ces buts.

Cela signifie en particulier:

- **La protection de la vie et de l'intégrité physique.**
Les personnes LGBTQI doivent être efficacement protégées contre les attaques homophobes ou transphobes. Les autorités doivent poursuivre et juger toute sorte de crimes de haine contre les personnes LGBTQI. Il n'est pas acceptable que des coupables de tels actes s'en sortent sans poursuite pénale.
- **La protection contre la discrimination.**
Aucune sorte de discrimination envers les personnes LGBTQI n'est acceptable pour nous, que ce soit au regard du droit pénal, du droit civil ou du statut personnel. Il faut mettre fin aux lois spéciales qui ciblent les personnes LGBTQI et notamment les lois d'interdiction de la soi-disant « propagande gay ». Nous demandons non seulement l'abolition et toutes ces lois mais également l'interdiction explicite des discriminations et la mise en œuvre de programmes de prévention pour qu'elles ne surviennent pas. Nous sommes conscients des autres questions qui affectent les discriminations dans les populations hétérosexuelles et/ou cisgenre (non transgenre). Nous devons être conscients des cas de double voire triple discriminations subies, dans les cas des personnes LGBTQI migrantes ou des femmes lesbiennes ou bisexuelles.
- **La liberté de réunion et la liberté d'associations.**
Nous soutenons l'auto-organisation associative des personnes LGBTQI pour défendre leurs droits. Nous nous élevons contre toute tentative d'interdire des associations LGBTQI ainsi que les manifestations publiques.
- **La liberté de parole.**
Nous refusons toute tentative d'entraver l'information et l'éducation sur les questions LGBTQI. La protection des enfants ne doit pas servir de prétexte pour de tels agissements. Les enfants doivent être éduqués dans le respect de la valeur d'égalité et non dans la haine.

- **Le droit à l'autodétermination de son genre.**
 Nous luttons pour mettre fin à l'assignation obligatoire de l'identité de genre binaire et normative. Nous luttons contre les stéréotypes de genre dictés par le modèle de domination patriarcale de la société. Nous demandons la dépathologisation des identités transsexuelles et transgenre et le droit à la libre autodétermination de son genre sans obligation de stérilisation, tel que cela est recommandé par la Résolution n° 2045 du Conseil de l'Europe (de 2015). Nous demandons de cesser les mutilations chirurgicales effectuées sur les enfants intersexué(e)s et le respect de leur intégrité physique comme le recommande la Résolution n° 1952 (de 2013).
- **Le droit de choisir librement un partenaire et sa façon de vivre en couple sans discrimination et le droit de constituer une famille.**
 Nous voulons que toutes les formes instituées de conjugalité, y compris le mariage, soient ouvertes à tout le monde et qu'elles ouvrent les mêmes droits entre elles, ni plus, ni moins. Nous voulons le droit d'adoption des enfants pour tout le monde et dans les mêmes conditions, quelle que soient le statut conjugal ou l'orientation sexuelle. Cela permet aussi de protéger les droits légaux des enfants quelles que soient le statut conjugal et l'orientation sexuelle de leurs parents. Nous voulons aussi le droit à la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes, quelle que soient le statut conjugal et l'orientation sexuelle.
- **L'inclusion des réalités concrètes dans les politiques publiques.**
 Nous demandons que tous les services publics et programmes de politiques publiques, qu'ils concernent l'éducation, la santé ou les droits du travail, incluent une dimension LGBTQI en s'attaquant spécifiquement aux discriminations. Une attention particulière doit être portée sur les questions de santé sexuelle. Nous demandons la fin de la discrimination contre les hommes homosexuels considérés comme « groupe à risque »
 Nous demandons des programmes spécifiques contre les maladies sexuellement transmissibles la fin des stigmatisations dont sont victimes les personnes séropositives. La mise en œuvre de ces programmes de politiques publiques nécessite des moyens financiers qui sont réduits par les contraintes d'austérité économique et les coupes budgétaires imposées dans toute l'Union européenne.

Le respect et les droits égaux pour les lesbiennes, gays, personnes bisexuelles, transgenre, queer et intersexuées sont une question d'amour et de droits universels pour tout le monde dans notre diversité humaine. Les combats pour l'égalité des droits civils et pour l'égalité des droits socio-économiques sont liés dans le projet d'émancipation de la classe des travailleurs dans la société. **C'est l'affaire de la Gauche.**

Groupe de travail Moyen-Orient et Afrique du Nord

Ces trois dernières années, la principale activité du groupe de travail sur le Moyen-Orient de la Gauche européenne a été l'établissement et le renforcement de contacts et de discussions avec les partis de la gauche arabe, et, dans ce cadre, la préparation et l'organisation des conférences méditerranéennes. Deux éditions de ces conférences ont déjà eu lieu: la première avant le dernier congrès de la Gauche européenne, en octobre 2012 à Palerme, et la seconde à Istanbul, en février 2015. Compte tenu de la montée de la violence et des dictatures dans la région de la Méditerranée méridionale et orientale, il a été extrêmement difficile de trouver des endroits où organiser des conférences dans cette région. Nous avons été grandement reconnaissants à l'ODP - avec l'assistance de ses camarades kurdes - de proposer d'accueillir la deuxième conférence méditerranéenne à Istanbul.

En raison des difficultés rencontrées pour trouver des endroits appropriés pour les conférences et des retards ainsi accumulés, plusieurs réunions élargies (c.-à-d avec d'autres participants des parties arabes/méridionales) du groupe de coordination se sont tenues depuis le dernier congrès de la Gauche européenne, afin de faciliter les discussions politiques et les échanges de points de vue et de préparer la prochaine conférence. L'objectif principal de ces conférences méditerranéennes, ainsi que des réunions préparatoires du groupe de coordination, a été l'analyse et le suivi des événements dans la région de la Méditerranée, ainsi que la discussion et la proposition de politiques de la gauche arabe et européenne dans la région.

Au cours des trois années écoulées depuis le dernier congrès de la Gauche européenne, la situation s'est gravement détériorée dans l'ensemble de la zone de la Méditerranée, aujourd'hui scène de chaos, de conflits et de guerres (surtout en Libye, en Syrie, en Iraq et au Yémen) - avec une montée et une influence croissante des régimes islamistes répressifs de droite (Arabie saoudite, Qatar) ou des forces islamistes telles que l'EI, ou de simples régimes de droite tels que la dictature militaire en Égypte, la dictature en puissance de la Turquie et le virage marqué à droite du gouvernement israélien, qui ne laisse planer aucun doute sur ses intentions de coloniser entièrement la Palestine. Le peuple palestinien se trouve ainsi à peu de chose près dans une impasse, puisque l'Autorité palestinienne, qui gouverne la Cisjordanie, a vu son mandat expirer depuis longtemps, et que le Hamas se trouve plus ou moins dans la même situation dans la bande de Gaza, ruinée. Le gouvernement israélien se montre d'ores et déjà plus belligérant et de nouvelles attaques (militaires) contre les Palestiniens sont à prévoir. Globalement, une énorme proportion de la population de la région méditerranéenne est de plus en plus confrontée à la pauvreté et au désespoir.

C'est pourquoi nous estimons que ce travail dans la région méditerranéenne entrepris par le groupe de travail sur le Moyen-Orient est capital pour la Gauche européenne, de même qu'extrêmement délicat, puisqu'il faut également tenir compte du risque de propagation des guerres et conflits, qui pourraient aisément gagner certaines régions d'Europe.

La situation dans la région méditerranéenne est un enchaînement de réactions faisant suite à la situation optimiste qui prévalait en 2011, lorsque des soulèvements démocratiques dans de nombreux pays ont fait descendre des milliers de personnes, en particulier des jeunes, dans la

rué.

Il importe ici de souligner la responsabilité de l'impérialisme occidental, de l'UE et des États-Unis, dans la dégradation de la situation. Les pays occidentaux et l'OTAN ont favorisé la désintégration des pays et la montée des conflits dans la région par leurs interventions militaires (en Iraq, avec des conséquences en Syrie) et leur contribution à la montée des forces islamistes telles que l'EI, via leurs alliances avec l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

Les régimes de droite du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été soutenus pendant des décennies par les États-Unis et l'UE, exactement comme nous le voyons aujourd'hui.

Depuis 1995, l'UE a mis en place un partenariat euroméditerranéen (également appelé «Union pour la Méditerranée»), reposant sur une intégration néolibérale imposée dans la région de la Méditerranée ainsi que sur la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne approfondie (sur le modèle du TTIP, etc.)

Les réformes néolibérales ont entraîné une forte hausse du chômage - surtout chez les jeunes - et les réformes du marché du travail sont à l'origine d'une diminution des salaires et du niveau de vie des classes ouvrières. Ces réformes ont ainsi nourri les révolutions sociales et démocratiques qui ont éclaté en 2011 et

dont les événements d'aujourd'hui sont les répercussions. Les révolutions ont soit été étouffées par les régimes réactionnaires (Égypte), soit dégénéré en chaos et en conflits suite à leur répression (Syrie) ou à l'intervention militaire de l'OTAN et de l'impérialisme occidental (Libye).

Le seul pays où la révolution démocratique de 2011 semble avoir modérément perduré est la Tunisie, ce qui n'a toutefois permis à celle-ci d'échapper aux attentats terroristes de l'EI.

Suite à ces événements, le nombre de réfugiés et de migrants a spectaculairement augmenté, en particulier dans les pays voisins des zones de conflit (Liban, Jordanie, Turquie), mais aussi en provenance de Libye, sans oublier les très nombreux réfugiés à l'intérieur de leur pays dans les régions déchirées par la guerre.

Depuis un an, la situation a poussé un nombre immense de réfugiés à chercher refuge en Europe, un grand nombre d'entre eux ayant perdu la vie en mer en tentant de fuir. Cet afflux massif de réfugiés a engendré en Europe ce que l'on a appelé une «crise des réfugiés». En réalité, durant cette année, la crise a principalement concerné la Grèce et l'Italie.

La réponse de l'OTAN et de l'UE pourrait exacerber les tensions et le danger dans la région de la Méditerranée et autour de celle-ci. L'UE a passé un accord sordide avec la Turquie. En contrepartie de la réduction de l'afflux de réfugiés de Turquie vers la Grèce, l'UE ferme les yeux sur les massacres dans les régions kurdes de Turquie et sur les réfugiés qui sont renvoyés en Syrie ou abattus à la frontière.

Parallèlement, les missions navales de l'UE et de l'OTAN en mer Égée et sur la côte libyenne cherchent à contrôler les entrées dans l'UE et préparent une nouvelle intervention militaire en Libye.

Au Yémen, une coalition d'États du Golfe, lourdement armée et soutenue par les États-Unis et les États membres de l'UE, poursuit son intervention militaire, faisant ainsi des milliers de morts, prolongeant la guerre civile et rendant quasiment impossible le ravitaillement de millions de personnes qui meurent de faim.

Dans l'objectif de se débarrasser d'autant de réfugiés que possible, l'UE a également passé des accords sordides avec d'autres pays comme le Soudan ou le Maroc, confortant ainsi ce dernier dans sa position inflexible d'un refus de la fin de l'occupation du Sahara occidental. Entre-temps, la situation humanitaire dans les camps de réfugiés se détériore et le danger d'un affrontement militaire se fait de nouveau plus présent. C'est pourquoi nous soutenons l'appel à un référendum en vue de trouver une solution pacifique, en accord avec les décisions prises en ce sens par les Nations unies.

Les exceptions à ce panorama d'une situation en rapide détérioration ont été rares :

- On a pu observer, depuis quelque temps, une résurgence des forces démocratiques kurdes au Rojava, dans le nord de la Syrie ; celles-ci luttent contre l'EI et se battent pour l'établissement d'une démocratie pour tous dans le nord du pays.
- Citons également l'alliance entre le HDP kurde et les forces démocratiques et socialistes kurdes, qui a récolté plus de 10 % des votes lors des élections parlementaires en Turquie. Ces forces sont toutefois victimes de la répression du gouvernement turc (Erdogan), ainsi que de la semi-guerre violente menée par les autorités turques contre la population kurde.
- Des tentatives de négociations de paix ont eu lieu à Genève, sans grand succès, puisque les États-Unis et la Russie participaient aux campagnes de bombardement en Syrie, renforçant ainsi, d'une part, le régime de Bachar Al-Assad (Russie) et, d'autre part, les forces d'opposition non islamistes (États-Unis). Toutefois, le PYD - les forces kurdes au Rojava - n'y a pas été convié.
- Les États-Unis et l'UE ont ouvert la porte à l'Iran - reconnaissant ainsi que les accusations de préparation d'une puissance nucléaire portées contre cette dernière étaient du même acabit que les accusations selon lesquelles l'Iraq fabriquait des armes de destruction massive. Les sanctions contre l'Iran ont été en partie levées et un autre risque d'escalade de la guerre, avec une attaque israélienne contre l'Iran, a été réduit. Le moment est à nouveau venu de réclamer l'instauration d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, y compris en Israël.
- Le 2 juin 2016, le Parlement danois a voté à l'unanimité une résolution visant à demander aux entreprises et au secteur public danois de ne pas faire d'affaires avec le Sahara occidental occupé par le Maroc, une initiative qui devrait être imitée par les autres parlements à l'échelle internationale.

Le gouvernement danois s'est également engagé à appuyer un autre point de la motion, à savoir l'attribution à la mission de maintien de la paix des Nations unies dans le Sahara occidental (MINURSO) d'un mandat de surveillance et de protection des droits de l'homme dans la région, et à prendre des mesures dans ce sens.

Groupe de travail Services Publics

Pour le PGE, les droits sociaux, démocratiques, et économiques, font partie intégrante de notre ADN. Les services publics en conséquence, ne sont pas seulement nécessaires, mais au cœur des enjeux et de nos objectifs pour maintenir et développer la réponse aux besoins sociaux.

Aujourd'hui, la menace est frontale et brutale contre les services publics, il est temps de construire une stratégie pour reconquérir et améliorer ces services publics qui permettent aux peuples d'Europe de bénéficier ses besoins essentiels et biens communs en dehors des règles de la course au profit.

Prémisse et concept

C'est le moment historique pour la Gauche européenne de changer de cap, d'être l'avant-garde et de passer à l'offensive pour une réappropriation des services publics, comme des droits des citoyennes et citoyens, en refusant de les considérer comme marchandises, comme des « clients ».

Les services publics selon nous

Quand nous parlons du concept services publiques, ou son équivalent en diverses langues, nous ne parlons de services destinés au public. Pour nous, cela signifie l'option politique où la titularité, le financement, la gestion et le contrôle démocratiques sont publics. Dans nos sociétés le service public existe en dehors des règles du marché, il est destiné à répondre à des besoins sociaux qui ne sont pas couverts par le marché.

On considère comme bien publics: Education, Santé, Logement, Alimentation, Environnement, Culture, Eau, Energie, Transports, Communication...

Les services publics sont le résultat de dures luttes ouvrières et sociales. Ils ont été construits pas-à-pas. Tous les pays d'Europe ont connu dans leur histoire des luttes pour construire les moyens de répondre aux besoins des femmes et des hommes sans distinction.

Tous les pays de l'Europe n'échappent pas à ce processus, même si les rythmes d'application changent. Notre Europe n'est pas celle des coupes budgétaires et de l'austérité.

On va le réapproprier, on va redéfinir, par le moyen de la participation sociale et la mobilisation, une *nouvelle culture des services publics*. C'est absolument juste, légitime et nécessaire.

Construire un service public pour demain

Les services publics nationaux doivent être financés par l'Etat, ou par des formes nationales de Sécurité Sociale, et être gérés et contrôlés démocratiquement, ils existent en dehors des règles du marché.

Dans le même temps, en parallèle à la construction de l'Europe, un territoire se dessine et des besoins nouveaux, comme l'approvisionnement en énergie propre et l'environnement, apparaissent pour les peuples d'Europe. Avoir une approche globale du continent européen pour construire de nouveaux services publics européens s'avère maintenant indispensable pour faire face à des défis à l'échelle de ce territoire.

La réappropriation

La réappropriation de la qualité, universalité et égalité des services publics, est devenue et perçue maintenant comme un acte presque révolutionnaire, et nous devons lutter ensemble contre la résignation quotidienne.

Les services publics doivent être financés par le budget de l'Etat et des Administrations publiques. Il s'agit de l'investissement prioritaire de la part des pouvoirs publics. Nous exigeons donc du financement public pour les services publics et non plus priorisés aux équipements militaires, aux sauvetages des banques, ni aux subventions des entreprises privées qui ont des profits.

Notre vision de service public n'est pas sous le signe de l'ingénierie financière ni des marchés. Nous mesurons les objectifs en qualité, égalité, justice et bien être universel. Pour assurer la qualité des services publics, il est nécessaire que les agents des services publics disposent d'un statut qui les mette à l'écart des pressions, avec des qualifications reconnues, une carrière professionnelle, une stabilité de l'emploi, une retraite et une rémunération suffisantes. L'idée que les services publics pourraient être financés et gérés plus efficacement par le marché et des entreprises privées a indéniablement fait son chemin. Cette libéralisation est un véritable poison destructeur pour la qualité du service rendu à la population et la conquête de droit et de services nouveaux.

Nous exigeons le contrôle démocratique, de la part des citoyennes et citoyens et nous refusons la participation de la part du privé, comme le prévoit le plan Junker, un mélange public-privé qui affaiblit les prestations. Le résultat de ces actions de privatisations perverses ne peut être que le lieu pour le développement d'une corruption scandaleuse de la part des marchés au détriment de la qualité et de l'universalité des prestations. On ne peut pas gérer un bien public selon la logique et les lois du privé : les objectifs ne sont pas les mêmes. Quand le public va au privé, le contrôle démocratique est remis en question.

La démocratie

L'appauvrissement des services publics est complètement lié avec la dérive démocratique imposée par le néo-libéralisme

Pas d'autolimites aux droits de la population et aucune résignation soumise aux inégalités de genre, de classe, d'origine.

L'égalité d'accès, et l'appropriation sociale sont fondamentales.

Cette réalité apparaît malheureusement de manière criante, par exemple lorsque l'on constate le dénuement des moyens européens pour l'accueil des réfugiés et des migrants.

Le contrôle démocratique se bat contre la corruption et il aura comme résultat des financements transparents et adéquats aux situations.

TTIP et TISA

Le néolibéralisme impose de manière de plus en plus prégnante ses règles, ses objectifs, il affecte les services publics dans tous nos pays, anticipant l'application des objectifs des accords TTIP et TISA. Nos alternatives ne sont pas du tout celles de ces traités, nous devons mener une confrontation sans réserve contre cette menace qui aurait des conséquences irréversibles. La protection des services publics et de l'emploi au niveau européen ne doivent pas être en aucun cas concernés par des accords commerciaux relatifs aux échanges transatlantiques.

Les biens communs, collectifs et publics

Le bien public se finance, se gère, se contrôle et se développe à travers l'argent de l'Etat. On ne peut pas gérer les services publics en tant que privé, et suivant sa logique.

L'argent public apporté par nos impôts doit s'investir systématiquement au public. Les citoyennes et citoyens, nous sommes copropriétaires, pas des clients ni des simples usagers et nous avons le droit exigible à toute prestation.

Réappropriation aussi du langage. Nous proposons utiliser un langage clair et correct. On récupère notre discours, on ne se résigne pas : pédagogie et lutte. Nous condamnons le rôle des puissants médias du système qui expliquent et justifient marchandisation et privatisations.

Nous n'acceptons pas que le bénéfice (ou profit) privé se nourrisse des biens publics. Pour nous les investissements publics sont pour les services publics. On est debout pour *construire ensemble une nouvelle culture des services publics*.

Quelques propositions pour une stratégie de défense et de conquête de services publics en Europe

1- Analyser nous-même la dégradation des services publics :

Nous avons besoin de produire un état des lieux. Il est nécessaire de définir un certain nombre d'indicateurs, la dépense de service public, ou le nombre d'agents publics par habitant, mais aussi des indicateurs par exemple: sur la sécurité dans les transports par rapport à la maintenance, des indicateurs relatifs à la santé avec une collecte de données sur l'espérance moyenne de vie, sur la santé périnatale, dans le domaine de l'enseignement, avec le nombre d'élèves par classe et les réussites en matière scolaire.

Nous disposons de l'ensemble de ces données en Europe tels que pauvreté, chômage et précarité, et nous avons besoin de montrer les évolutions dans ces différents domaines pour être offensif dans la défense des services publics. La mesure fondamentale des résultats des services publics n'est pas l'économie mais la qualité et l'efficacité capable d'avancer contre les inégalités de genre, classes, territoire et origines

Les privatisations doivent être stoppées. Un observatoire de la dégradation des services publics rendus à la population européenne, avec des critères communs à chaque pays, doit être instauré, pour mesurer l'évolution des systèmes scolaires, l'évolution des systèmes de transports, de santé, d'accès à l'eau, au logement...

Identifier les services publics qui concernent le territoire européen et même au global, ceux qui concerne la planète tout entière. Attention à l'eurocentrisme !

2- Casser les frontières :

Lutter ensemble, dans une grande revendication globale pour tous les services publics. Coordonner nos luttes et nos actions revendicatives pour les services publics en Europe, pour éviter les mises en concurrence et le dumping, pour construire des solidarités et des convergences. Nous avons l'objectif de construire partout en Europe des services publics ambitieux, en utilisant les expériences les meilleures pour tirer vers le haut la qualité du service rendu, en solidarité et fraternité.

Montrer les répercussions des affectations sur la culture comme bien public est déterminant pour une société mais surtout dans les conditions de travail, le chômage, la fermeture de départements, la perpétuation des privilèges et l'inégalité.

Besoin d'une maîtrise publique dans des domaines stratégiques tels que l'énergie, les transports, le numérique et la communication, la sécurité alimentaire. Des outils publics européens avec un contrôle transparent et démocratique doivent être mis en place afin d'offrir à la population de toute l'Europe un même niveau de service public sécurisé et de qualité.

3- Rassembler les luttes :

A trois niveaux composants qui sont concernées par la défense de ce dispositif de service public, le système capitaliste lui-même et l'Etat, les salariés et leurs organisations syndicales, mais aussi les associations d'usagers, tous ceux qui ont des exigences quant à la qualité du service public rendu à la population.

Développer des contacts avec les réseaux de mouvements sociaux et syndicaux de secteurs qui s'occupent des services publics. Apprendre des résistances qui ont réussi contre les attaques partout en Europe.

Nos expériences aux gouvernements locaux qu'il faut étendre. La subsidiarité comme principe d'action.

4- L'Europe des Services Publics pour laquelle nous nous battons :

S'oppose à l'appropriation des ressources publiques de la part du privé • S'oppose au partenariat public-privé au service du profit • Considère les peuples comme des acteurs qui maîtrisent l'orientation et la gestion des services publics • Se prononce pour un financement adéquat du budget public et une fiscalité progressive • S'engage pour l'égalité d'accès et

l'élargissement de biens communs •Revendique la création d'un fond social solidaire et écologique européen pour les investissements publics.

Nous devons identifier les services publics nécessaires à la population européenne qui ne peuvent pas être couverts par les services publics nationaux. Il s'agit en particulier des infrastructures majeures internationales, également celles relatives aux approches globales concernant l'eau, l'énergie, les grands schémas de transport et de déplacement, les coopérations interuniversitaires de recherche et de formation, les questions environnementales, les questions de sécurité alimentaire et de santé publique.

On ne peut pas en même temps construire l'Europe dans un monde globalisé, et ne pas construire parallèlement un service public qui ait lui-même une dimension européenne voir mondiale, pour traiter des problèmes aux échelles où ils se posent. Le service public européen, doit être financé par la BCE, et dans le cadre de notre revendication sur un fonds de développement social et environnemental.

Notre stratégie est celle de rassembler les luttes, d'appeler à la mobilisation sociale et politique contre la résignation et la liquidation des services publics.

UN SECTEUR QUE NOUS AVONS DEVELOPPÉ AU SEIN DU PGE :

SANTÉ PUBLIQUE

Santé publique et soins de santé, un droit social à garantir comme service public

Les législations internationales, européennes et nationales affirment le droit à la santé comme un droit universel que les administrations et les pouvoirs publics doivent garantir avec des critères d'universalité, égalité, qualité et investissement budgétaire suffisant.

Mais la situation est chaque jour plus insoutenable, donc la santé est en train de subir des attaques féroces et soutenus, en tant que droit, pour casser les systèmes de protection et déposséder le caractère public au service des profits d'entreprises privées et du marché. On appelle ce processus, ailleurs, comme privatisation. C'est la loi du marché et la dérégulation finale à l'objectif de s'approprier du « secteur » santé. Les grandes données indicatrices de santé sont en chute alarmante et permanente. Il faut réagir en urgence.

Il faut revertier cette agression fatal vers une situation où les 100 % des ressources économiques publiques renversent au système public, et rien que public.

Toute cette dérive appuyée avec le développement législatif de la CE /UE est sous le viseur d'une UE en énorme menace encore plus grave et perdurable, les TTIP, CETA, contre lesquels il faut se battre frontale et urgente si on aspire toujours à un futur avec « santé publique ».

